

Centre Hâ 32 * - Cycle 2002/2003

« Les identités, richesse ou menace ? »

Identités en Europe, identité européenne

Par Daniel-Louis Seiler

professeur de sciences politiques

**Résumé de la conférence
du 12 décembre 2002**

IDENTITÉS EN EUROPE, IDENTITÉ EUROPÉENNE

Par Daniel-Louis Seiler

Présentation

Quelles est l'articulation entre les identités constitutives des nations européennes et celles qui constituent l'Europe elle-même ? Y a-t-il une identité européenne préexistante, ou bien est-elle en formation ? Dans la conférence dont on va lire un résumé, Daniel Seiler tente de cerner les contours, et les multiples origines, de cette insaisissable identité européenne avant d'esquisser quelques réponses possibles à ces questions que l'élargissement à 25 posait avec acuité. Bien entendu, les propos de l'auteur doivent être replacés dans leur contexte, c'est-à-dire avant les débats sur le Traité Constitutionnel Européen et le référendum du 29 mai 2005.

Daniel Louis Seiler est membre du Centre de Science Politique Comparative d'Aix-en Provence et actuellement professeur de science politique à l'IEP d'Aix après avoir travaillé à l'IEP de Bordeaux.

« *L'Europe est une culture ou elle n'est pas grand chose* »
Denis de Rougemont

Une identité problématique

Rappelons-nous d'abord le pavé lancé dans la mare par l'ancien Président Valéry Giscard d'Estaing à propos la difficulté, voire de l'impossibilité, de faire entrer la Turquie dans l'Union Européenne en raison d'une trop grande différence entre l'identité européenne et l'identité turque. Jusqu'alors ce sujet était rarement abordé dans la sphère politique, de sorte que parler de l'Europe était consensuel ; désormais c'est devenu un sujet d'affrontement politique.

En premier lieu il faut se poser la question : qu'est-ce que l'Europe ? Existe-t-il une identité européenne ?

Qu'est-ce que l'Europe ?

Il y a quinze ans, personne ne posait cette question, tellement le sujet paraissait clair. L'Europe c'était l'un des versants du monde Atlantique, l'un des versants de l'Occident, les États Unis d'un côté et de l'autre les pays de l'Europe Occidentale, membres de l'OTAN et quelques pays demeurés neutres. Le philosophe Renouvier exprime cette conception par une phrase percutante : « l'Europe a une frontière, c'est l'Atlantique ». Il existait une ligne de partage nette avec une dualité occident/monde communiste, monde libre/totalitarisme.

Mais il suffisait de voyager dans ces pays de l'Est pour comprendre que ce n'était pas si simple. En voyageant dans les années 70 en Roumanie et en Pologne, j'ai pu constater que la différence entre capitalisme et communisme pouvait être superficielle. Malgré cela l'idée reçue était que l'Europe s'identifiait à l'Europe occidentale et qu'elle ne pouvait s'étendre que vers les pays de l'OCDE, membres de l'OTAN ; sur ce point tous les politologues étaient d'accord.

Et puis brutalement l'effondrement du mur de Berlin (la fin de l'empire soviétique) a tout remis en cause.

Qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui ? Où sont ses limites ? En-dehors des frontières occidentales, rien n'est simple sur le plan géographique et tout particulièrement autour de la Turquie. Ankara n'est certes pas en Europe, mais dans ce pays il est tellement facile de passer d'un continent à un autre ! Le Bosphore et l'Oural ne peuvent décidément pas être considérés comme des frontières.

L'horizon indépassable (?) de la Nation

L'Europe n'est ni une réalité économique ni géographique, ce n'est qu'une réalité culturelle. Toute notre

éducation est centrée sur l'identité nationale. Nous sommes tous français depuis toujours. Chaque histoire nationale varie sur les points conflictuels. Certains personnages historiques sont revendiqués par plusieurs histoires nationales. La France, l'Allemagne et la Belgique veulent s'approprier Charlemagne mais aucun de ces trois pays n'existait à cette époque. On peut même dire que Charlemagne était européen (il dirigeait à peu près l'Europe du traité de Rome). Dans tous nos pays européens on a tendance à voir la nation comme un horizon indépassable ayant toujours existé, là où les nations ont été construites... Les nations qui existent sont les produits d'une histoire et l'Europe n'est pas plus éternelle que les nations qui la composent ; elle est simplement un peu plus vieille.

Une identité métisse

Les héritages

Cette Europe qui existe donc (malgré tout) est composée de trois héritages et de deux matrices, communs à une série de peuples européens.

L'héritage indo-européen

C'est d'abord les Indo-européens dont on ne sait pas grand chose mais ils ont laissé leurs traces dans quelques langues européennes, le basque, le hongrois, l'estonien et le finlandais.

L'héritage gréco-romain

C'est ensuite l'héritage gréco-romain qui est considérable. Les philosophes grecs ont créé les concepts élémentaires qui servent à analyser la vie politique et Athènes a inventé la démocratie. À Athènes on naturalisait les étrangers installés depuis longtemps. La notion de cité grecque est fondée sur l'individualité de chaque citoyen. Les Romains vont inventer un droit qui sépare le privé et le public. Le droit, qu'il soit français, allemand ou anglais, s'est inspiré de ce droit romain. Ce droit privé et public reste une différence fondamentale qui oppose les pays européens à d'autres pays.

L'héritage judéo-chrétien

L'Europe, « club chrétien », c'est un énorme débat soulevé par la France. C'est à la demande de notre pays que l'on parle de l'héritage spirituel de l'Europe. Il ne faut pas confondre la religion en tant que phénomène sociologique et la confession, les valeurs issues d'une religion et l'adhésion à une confession. Ce qui est incontestable c'est que l'héritage religieux a profondément marqué l'Europe. Cet héritage, parfois controversé, se trouve dans des textes fondateurs les plus divers comme la déclaration de Francfort reconstituant l'Internationale Socialiste en 1959, où figure effectivement l'héritage spirituel de l'Europe.

S'il y a problème, c'est que l'on confond religion et confession, valeurs et adhésion. Or, cet héritage est une donnée, un fait historique indéniable.

Aujourd'hui, l'effet du religieux est d'autant plus fort que la religion se situe à tous les moments de l'existence humaine mais que les gens ne sont plus croyants. Refuser la variable religieuse est véritablement de l'obscurantisme, c'est refuser que la terre tourne.

Quant à la laïcité, c'est un pur produit de la culture judéo-chrétienne. En effet, le principe d'un Dieu personnel et qui s'adresse aux hommes, s'occupant de leurs affaires à travers un sens de l'histoire modifie profondément le rapport entre les affaires religieuses et les affaires politiques, par rapport aux autres cultures. Dans le monde chrétien, le roi, l'empereur ne sont plus des dieux sur terre, leur pouvoir n'est plus sacré. Pour aller plus loin, le concept d'alliance que connaît le judaïsme n'est pas établi entre un Dieu et un roi mais entre un Dieu et un peuple entier, tendant à délégitimer le pouvoir établi. C'est ainsi que l'histoire acquiert un sens et que la politique se désacralise.

Par ailleurs, le christianisme, religion de la parole, amène une culture du débat qui permet cette sécularisation de la politique : à l'extrême, Tertullien déclarera : « nous n'avons rien à voir avec l'État ». On assiste aussi à

l'apparition de la responsabilité personnelle et à l'obligation d'obéir à la conscience et pas seulement aux ordres (cf. les procès de Nuremberg).

Les matrices

Le creuset méditerranéen et romain

L'Empire Romain ne fut pas une entité cohérente mais plutôt la réunion de deux pôles, oriental et grec d'une part, occidentale et latin d'autre part (Rome était bilingue). Le pôle occidental, plus neuf, moins développé, s'est trouvé unifié par le latin qui a donné naissance à toute une famille de langues dites romanes que nous parlons encore, alors que le grec a peu bifurqué. Les deux pôles se sont aussi séparés dans les domaines religieux et philosophique : tandis que l'Orient s'enfonçait dans des débats « byzantins », de nature volontiers transcendante, l'Occident se préoccupait davantage de l'aspect juridique des choses (par exemple, quelle validité pour les actes accomplis par ceux qui allaient trahir lors des persécutions), dans une logique immanente.

Le creuset de l'occident chrétien

Luttant contre les hérésies selon des considérations essentiellement politiques, l'empereur met en place une importante bureaucratie religieuse. À la chute de l'Empire, cette bureaucratie sera désemparée au point de n'avoir de cesse que de reconstituer l'Empire, ce qui sera fait sous Charlemagne.

Au moment où elle perd l'Afrique du Nord gagnée par l'Islam, la chrétienté occidentale (« christianitas ») va s'étendre en avalant un certain nombre de pays du Nord. Petit à petit, le pouvoir politique, initialement faible (surtout dans le monde germanique) face à un pouvoir spirituel fort, se renforcera et donnera naissance à de véritables États. Parallèlement, la société civile, de religieuse deviendra séculière. Seul un tel contexte pouvait donner naissance au Siècle des Lumières qui est définitivement ouest- et nord-européen.

Une identité en mouvement

Certes l'Europe demeure singulière par rapport aux ensembles qui l'entourent : elle ne connaît pas de « conférence des pays chrétiens » comme il existe une « organisation islamique internationale », et la « solidarité orthodoxe » nous est étrangère.

Mais la perspective a profondément changé. Ainsi, en Grèce le rapport à la religion, qui était de nature strictement identitaire, est-il en train de se rapprocher du modèle européen avec l'abandon de la mention de la religion sur les cartes d'identité. Entre-temps, d'autres matrices apparaissent, comme les États-Unis d'Amérique par exemple.

Nous devons pourtant nous interroger sur la prétendue invasion de la culture américaine : est-ce une culture réellement américaine ou simplement la culture marchande ? En ce sens l'identité européenne, avec ses aspects forts comme le modèle social et l'intégration des services publics, pourrait être menacée par l'ordre marchand.

En fin de compte, Giscard a simplement dit que si on veut rester fidèle à l'idée européenne, à sa politique, il faut que ce soit gérable. Trop différents les uns des autres, nous ne supporterions pas la règle majoritaire. Si nous faisons le choix d'un grand marché dérégulé, alors il faut ouvrir la porte à de nombreux pays. Si, au contraire, on veut conserver une capacité politique à l'Europe, alors il faut être plus nuancé.

Pendant cinquante ans, à cause de la seconde guerre mondiale puis de la guerre froide, l'Europe n'a pas eu à s'interroger sur son identité. Aujourd'hui c'est plus que jamais nécessaire face aux nombreux défis que l'Europe doit relever, parmi lesquels la question de la Turquie est de plus en plus à l'ordre du jour. Il est incontestable que depuis des années l'Europe a fait des promesses à ce pays et que la présence de la Turquie dans l'Europe peut nous protéger des pays aux régimes islamiques durs, même si l'on ne peut ignorer le fait que la Turquie a un régime dont la forme de laïcité est contestable et dont l'armée est omniprésente.

Quelques ouvrages de Daniel-Louis Seiler

Le déclin du cléricalisme, Bruxelles, IBSP, 1975.

Les partis politiques en Europe, Paris, PUF, 1978.

La politique comparée, Paris, Armand Colin, 1982.

De la comparaison des partis politiques, Paris, Economica, 1986.

La vie politique des Européens, Paris, Economica, 1998.

Les partis politiques en Occident : Sociologie historique du phénomène partisan, Paris, Ellipses, 2003.

La méthode comparative en science politique, Paris, Armand Colin, 2004.